



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

financement de la transition écologique et solidaire

Question au Gouvernement n° 1765

Texte de la question

FINANCEMENT DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

M. le président. La parole est à Mme Elsa Faucillon.

Mme Elsa Faucillon. Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire, ce 15 mars aura lieu la grève scolaire pour le climat. Chaque vendredi, la jeunesse mobilisée s'adresse aux citoyens, et surtout aux gouvernants ainsi qu'aux financiers, afin qu'ils agissent vite et vraiment. La jeunesse ne se laisse pas bernier par les belles paroles.

Les jeunes disent manger bio, réduire leur déchets et se déplacer à vélo, mais ils savent que ça ne suffira pas à limiter le réchauffement climatique. « Fin du mois, fin du monde : même combat ! », entonnent-ils.

Justice sociale, justice environnementale : ces exigences convergeront le 16 mars. Assez d'entendre qu'il suffit de traverser la rue pour trouver un emploi, ou qu'il faut changer sa vieille voiture quand galère et effort sont un credo quotidien renforcés par vos choix politiques !

S'agissant de notre proposition de loi en faveur de la transparence dans l'utilisation de l'épargne populaire en matière énergétique, visant notamment à réduire le financement des énergies fossiles, vous avez préféré – avec la majorité – la vider de sa substance, arguant de la force de l'actionnariat d'État. Pourtant, dans le même temps, vous privatisez ADP, secteur pourtant crucial dans ce domaine.

À la proposition d'un grand plan de rénovation thermique des bâtiments, vous répondez que vous comptez sur une dérégulation accrue du marché du logement. À la proposition de taxer le kérosène, vous préférez la taxation des plus modestes, contraints de recourir à la voiture.

Ainsi, quand il faut prendre aux citoyens, c'est une question de responsabilité ; quand il s'agit de taxer les multinationales, de lutter contre l'évasion fiscale et d'interdire les pesticides, vous brandissez la liberté de concurrence et la liberté d'entreprendre ! *(Mme Danielle Obono applaudit.)*

Notre jeunesse réclame la liberté d'imaginer son futur. Nous vous le disons tout net : nos vies et celles de nos enfants passent avant les dividendes de Bayer et de Total.

Vous préservez systématiquement la finance, même lorsqu'elle détruit la planète. Monsieur le ministre, comptez-vous sur la finance pour nous sauver ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes GDR, FI et SOC.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. Madame Faucillon, nous partageons l'idée selon laquelle plus il y aura de citoyens mobilisés en faveur de cette belle cause d'intérêt général qu'est le climat, mieux cela vaudra.

Nous l'avons encore rappelé la semaine dernière, dans le cadre du grand débat national. Le Président de la République et moi-même étions à Gréoux-les-Bains, dans les Alpes-de-Haute-Provence, où nous avons débattu avec de nombreux jeunes.

Nous avons également rencontré Greta Thunberg, dorénavant connue dans le monde entier en raison de son intervention lors de la dernière conférence mondiale sur le climat.

Toutefois, comme l'a dit Pierre Mendès France dans cette enceinte, « gouverner, c'est choisir », ajoutant : « si difficiles que soient les choix ». En l'espèce, madame Faucillon, nous faisons des choix, ...

Mme Mathilde Panot. Les mauvais !

M. François de Rugy, ministre d'État notamment celui de tout faire pour orienter – à l'échelon international comme à l'échelon national – la finance vers les investissements positifs pour le climat.

Mme Valérie Rabault. Et de supprimer l'ISF !

M. François de Rugy, ministre d'État . Au demeurant, nous souscrivons à la proposition de banque européenne du climat inscrite dans le pacte Finance-Climat, formulée notamment par Jean Jouzel et Pierre Larrouturnou. *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

Madame Faucillon, les choix que j'évoquais sont aussi ceux qu'il s'agit de faire ici et maintenant, dans cette assemblée. En voici un exemple concret. Nous avons fait le choix de fermer les centrales à charbon.

Mme Mathilde Panot. Et le CETA ? Le nucléaire ?

M. François de Rugy, ministre d'État . Êtes-vous à nos côtés pour les fermer – non sans accompagner les salariés et les territoires ? Votre voisin, monsieur Roussel, secrétaire national de votre parti, a défilé devant mon ministère le 13 décembre dernier, afin de demander qu'on ne les ferme pas. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

M. Fabien Roussel. Pour importer du charbon d'Allemagne ?

M. Stéphane Peu. Et sur la finance, qu'avez-vous fait ?

M. François de Rugy, ministre d'État . Madame Faucillon, à la fin de l'année 2017, le Gouvernement a présenté un projet de loi visant à interdire définitivement toute exploitation de gaz et de pétrole de schiste.

M. Stéphane Peu. Pourquoi avoir vidé de sa substance notre proposition de loi ?

M. Éric Straumann. Elle était mauvaise !

M. François de Rugy, ministre d'État . Qui dois-je croire ? La députée Elsa Faucillon qui m'interroge cet après-midi ou la députée Elsa Faucillon qui ne l'a pas voté ? En matière d'écologie aussi, gouverner, c'est choisir, même si les choix sont difficiles. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

Données clés

Auteur : [Mme Elsa Faucillon](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (1^{re} circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1765

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée au JO le : [14 mars 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [14 mars 2019](#)